

La colère s'amplifie !

La FNAS FO salue les salariés mobilisés et en grève du secteur sanitaire, social, médico-social, de la petite enfance, de la protection de l'enfance, des missions locales, de l'insertion et de l'aide à domicile.

Le 29 janvier à Rennes (35), le 6 février à Marseille (13) et à Lille (59) puis le 11 février à l'IME des Hamelines (30) contre la dégradation des conditions de travail et aux Maisonnées (37), en grève reconductible pour le maintien du paiement de leurs 183 euros.

Ils le seront aussi :

- Le 14 février à l'ADAPEI de la Loire (42) contre la détérioration des conditions de travail et des prises en charge
- Le 19 février de nouveau à Rennes (35) contre l'austérité budgétaire
- Le 25 février en Maine et Loire (49) contre les nouveaux appels à projet
- En mars de nouveau à Lille (59) toujours contre la baisse de 25 % du budget de la prévention spécialisée du Nord.

Ils en ont assez du manque de moyens financiers permanents, de leurs conditions de travail dégradées, du blocage de leurs salaires voire du vol de leur 183 euros, des menaces qui pèsent sur leurs emplois et du mépris affiché par les financeurs et le gouvernement comme les employeurs.

Avec la FNAS FO, ils sont en résistance contre l'austérité budgétaire confirmée et accentuée dans le nouveau projet de loi de financement de la Sécurité Sociale du gouvernement Bayrou/Macron.

Oui à l'existence du secteur sanitaire, social, médico-social, de la petite enfance, de la protection de l'enfance, des missions locales, de l'insertion et de l'aide à domicile à but non lucratif.

Oui au maintien des financements publics, à la hauteur des besoins qui sont la seule garantie de l'égalité d'accès pour tous, à des services et établissements au seul service des personnes ou des jeunes les plus fragiles de notre société.

- Oui au maintien de tous les emplois et l'embauche des postes nécessaires,
- Oui au maintien de tous les services, de tous les établissements et de toutes les associations qui passe par l'arrêt des coupes budgétaires,
- Oui à des financements pérennes dont le budget de la prévention spécialisée dans le Nord et la garantie du financement des Missions Locales,
- Oui à l'augmentation immédiate et significative des salaires, dont le versement des 183 euros net pour tous,
- Oui à la garantie de la prise en charge et l'accueil inconditionnel des jeunes,
- Oui à des moyens à la hauteur des besoins,
- Oui au maintien et à l'amélioration de nos conventions collectives,
- Oui au droit de grève, non aux réquisitions

**Oui il est temps d'agir et de ne plus subir.
Oui à l'unité Public/Privé contre les politiques d'austérité.**

Paris, le 13 février 2025